

UNAIDS/PCB(23)/08.32  
15 octobre 2008

**23<sup>ème</sup> Réunion du Conseil de Coordination du Programme**  
**Genève, Suisse**  
**15-17 décembre 2008**

**Ripostes au VIH adaptées au sexe**

**Documents complémentaires pour ce point :** *aucun*

**Suite à donner lors de cette réunion – le Conseil de Coordination du Programme est invité à :** le présent document est un rapport d'avancement soumis à titre d'information uniquement ; par conséquent, le Conseil de Coordination du Programme est invité à prendre note de son contenu.

**Implications financières des décisions :** *aucune*

## Présentation générale

1. Lors de sa 22<sup>ème</sup> réunion d'avril 2008, le Conseil de Coordination du Programme a demandé à l'ONUSIDA de prendre des mesures « *pour élaborer des outils destinés à aider les pays à planifier, programmer et mettre en œuvre des interventions relatives au VIH qui tiennent compte (1) des femmes, des filles et de l'inégalité entre les sexes, et (2) des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, des transsexuel(le)s, des bisexuel(le)s et des lesbiennes* ». Le Conseil de Coordination du Programme a également demandé à l'ONUSIDA d'intensifier l'action visant à combattre les inégalités entre les sexes et les pratiques néfastes liées à l'appartenance sexuelle dans le cadre des interventions de lutte contre le VIH, notamment en amorçant des projets pilotes dans les pays. Enfin, il a demandé à l'ONUSIDA d'avoir recours à un/des groupe(s) d'experts afin qu'ils donnent des conseils sur la conduite de ce processus, et « *de faire rapport à la 23<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme sur les progrès de ces actions* ».
  
2. Au cours des six mois écoulés depuis la 22<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme, les Coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA ont réalisé des avancées significatives en planifiant et lançant, en réponse à la décision du conseil, deux flux de travaux distincts mais corrélés. Le premier porte sur les femmes, les filles et l'inégalité entre les sexes, tandis que le second porte sur les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les transsexuel(le)s. Ces processus se nourrissent et s'influencent mutuellement, et les questions relatives au rôle des hommes, des garçons, des bisexuel(le)s et des lesbiennes sont intégrées dans chaque courant selon que de besoin. Cette approche fondée sur des flux de travaux parallèles mais corrélés est en phase avec celle du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme,<sup>1</sup> qui permet de garantir un soutien complémentaire aux propositions et projets du Fonds mondial. En tant que principal Coparrainant de l'ONUSIDA pour les questions relatives aux droits de l'homme, à la sexospécificité et au sida (y compris celles liées aux hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et aux transsexuel(le)s), le PNUD a contribué à faciliter les deux processus interinstitutions, en collaboration étroite avec le Secrétariat de l'ONUSIDA, les Coparrainants et l'UNIFEM. Simultanément, tous les Coparrainants, le Secrétariat et l'UNIFEM poursuivent et améliorent leurs efforts programmatiques spécifiques pour traiter les dimensions sexospécifiques de la lutte contre le sida.

### I. Prise en compte des femmes, des filles, de l'inégalité entre les sexes dans la lutte contre le VIH

#### a. Mise à profit des activités en cours et des enseignements tirés

3. Il est essentiel que l'intensification de l'action pour prendre en compte les femmes, les filles, l'inégalité entre les sexes et le VIH s'appuie sur les activités en cours et le leadership existant, à la fois à l'intérieur de la famille des Nations Unies et en dehors, et se fonde sur les enseignements tirés d'autres efforts axés sur les questions relatives à la sexospécificité. Suite à la décision du Conseil de Coordination du Programme, une première initiative

---

<sup>1</sup> Au cours de la 16<sup>ème</sup> réunion du Fonds mondial, qui s'est tenue en novembre 2007, le Conseil du Fonds mondial a reconnu « l'importance qu'il y a prendre plus largement en compte dans les politiques et activités du Fonds mondial les questions relatives à la sexospécificité, en particulier les vulnérabilités des femmes, des filles et des minorités sexuelles, dans la lutte contre ces trois maladies, » et demandé que soit élaborée une stratégie en la matière et que l'on encourage les candidats à soumettre « des propositions répondant à ces questions, et en particulier aux vulnérabilités des femmes, des filles et des minorités sexuelles ». En conséquence, le Secrétariat du Fonds mondial (en consultation avec la famille de l'ONUSIDA) a élaboré deux stratégies d'action en réponse à ce large mandat, l'une axée sur les femmes et les filles et l'autre sur les minorités sexuelles.

majeure a consisté à effectuer un relevé et une analyse des activités de l'ONUSIDA relatives à la question des femmes, des filles et de l'inégalité entre les sexes, ainsi que des accomplissements obtenus dans ce domaine. Ce processus, qui est toujours en cours, devrait être achevé à la fin de 2008.

4. Le premier cycle de collecte des données pour ce relevé a visé en priorité à documenter les efforts régionaux et mondiaux menés par les Coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, ainsi que l'UNIFEM, de façon à cerner les contours et nourrir les activités de suivi de la décision du Conseil. Ce processus a par ailleurs mis en lumière un certain nombre d'initiatives importantes menées au niveau national. L'Annexe A du présent rapport donne des exemples d'activités actuellement menées pour prendre en compte les femmes, les filles et les inégalités entre les sexes dans le contexte de la lutte contre le VIH ; un document plus complet sera communiqué séparément.

#### **b. Consultation, coordination et conseils des experts**

5. Suite à la 22<sup>ème</sup> Réunion du Conseil de Coordination du Programme, deux groupes de travail ont été mis sur pied pour compiler une information sur l'élaboration et la coordination des initiatives centrées sur les femmes, les filles, les inégalités entre les sexes et le VIH.
6. Un *groupe technique consultatif* a été créé pour examiner et faire remonter une information sur des documents clés à différents stades de leur développement. Ce groupe rassemble 27 spécialistes du VIH et des questions relatives à la sexospécificité, d'origines géographiques diverses et forts d'expériences variées dans les domaines des politiques relatives au VIH et à la sexospécificité, de la programmation et de la recherche. Le groupe technique consultatif a déjà communiqué une rétro-information sur deux documents d'élaboration de projets distincts.
7. Outre ce groupe technique consultatif d'experts extérieurs, un *groupe de coordination interinstitutions* a également été créé, avec des représentants du PNUD, de l'UNESCO, de l'UNFPA, de l'UNIFEM, de l'OMS et du Secrétariat de l'ONUSIDA. Ce groupe interinstitutions a pour missions de coordonner et promouvoir l'action sur les questions liées au VIH et à la sexospécificité menée par les Coparrainants, l'UNIFEM et le Secrétariat de l'ONUSIDA, de promouvoir une responsabilité mutuelle, et d'harmoniser les efforts interinstitutions pour accroître l'attention sur la sexospécificité dans les ripostes nationales.

#### **c. Intensification de l'action et renforcement de la capacité**

8. Les groupes de travail présentés ci-avant ont élaboré et adopté trois stratégies parallèles qui se renforcent mutuellement, dans l'objectif d'intensifier l'action au niveau national sur les questions liées au VIH et à la sexospécificité pour une riposte plus efficace, mais aussi de renforcer la capacité pour une meilleure garantie de qualité et en vue de l'élargissement.
9. La première de ces trois stratégies, et la plus importante, est la **fourniture individuelle aux pays d'un appui technique et de conseils en matière d'action sur les questions liées au VIH et à la sexospécificité**, en fonction de leurs besoins et des conditions spécifiques. En plus des activités déjà en cours dans les pays (l'Annexe A donne quelques exemples), il a été unanimement décidé d'utiliser le mécanisme des Fonds d'accélération programmatique pour encourager et soutenir la programmation conjointe au niveau des

pays de façon à accélérer et promouvoir l'action en faveur de l'égalité entre les sexes dans les efforts de lutte contre le VIH.<sup>2</sup>

10. En complément de ces larges efforts menés dans un grand nombre de pays, d'autres efforts sont également en cours pour identifier huit à dix pays avec qui travailler pour appuyer le **développement de la capacité de partenaires nationaux** pour la mise en œuvre de priorités en matière d'égalité entre les sexes dans la riposte au VIH, et pour **garantir l'application d'un vaste processus de documentation et d'évaluation**. Ces actions serviront non seulement à promouvoir un travail de qualité dans ces pays, mais aussi à faire en sorte que les pays bénéficiant d'une certaine influence au plan régional puissent servir de ressources clés dans les efforts de coopération sud-sud. La conduite d'initiatives pour réunir les partenaires mondiaux et régionaux et regrouper la documentation sur les processus nationaux – en particulier les approches et les bonnes pratiques – contribuera à élargir la diffusion des enseignements tirés. Ce type d'approche a été déjà accepté avec des collègues en Inde, et des discussions sont en cours avec plusieurs pays en Afrique et un en Amérique latine. La mise en place de ces approches se poursuivra en 2009.
11. La deuxième stratégie porte sur le **renforcement de la capacité pour la fourniture d'un appui technique, de services de conseils et de connaissances concernant les femmes, les filles, les inégalités entre les sexes et le VIH**.<sup>3</sup> Sur la base des rétro-informations du groupe consultatif portant sur la première conception du projet, le groupe de coordination a donné priorité à un processus régional d'initiatives de renforcement de la capacité, pour faire en sorte que les prestataires régionaux soient en mesure d'offrir aux pays un appui technique cohérent et solide. Le renforcement des mécanismes régionaux d'appui technique ira de paire avec une augmentation des fonds pour soutenir les efforts nationaux catalytiques portant sur le VIH et les inégalités entre les sexes, par le biais du mécanisme des Fonds d'accélération programmatique. A ce jour, trois activités ont été élaborées et sont en passe d'être lancées :
- **Renforcement de la capacité** des mécanismes d'appui technique régionaux ou multi-pays pour offrir une aide de qualité aux pays sur les questions liées à l'inégalité entre les sexes et au VIH. Tout un ensemble de mécanismes est envisagé, tels que les « centres de connaissances » de l'OMS, les dispositifs d'appui technique de l'ONUSIDA, les consortiums et réseaux d'ONG, les universités, les mécanismes intergouvernementaux régionaux et les programmes régionaux de lutte contre le VIH. A titre de référence, une brève évaluation sera conduite pour évaluer dans quelle mesure les mécanismes existants traitent la dimension de la sexospécificité.
  - **Création et diffusion d'un recueil** des ressources qui regroupe, synthétise et résume les outils, matériels et évaluations les plus efficaces et accessible sur l'intégration de la question de la sexospécificité dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH. Ce

<sup>2</sup> L'utilisation de ressources extrabudgétaires a spécifiquement contribué à cet objectif au sein de l'ONUSIDA.

<sup>3</sup> Calendrier proposé : **Novembre 2008 – Novembre 2009 : Renforcement de la capacité des mécanismes d'appui technique régionaux ou multi-pays** : critères définis ; diffusion des appels d'offres (indiquant clairement en quoi le mécanisme régional renforcé sera mieux à même de renforcer les efforts nationaux) ; sélection de 6 à 8 mécanismes régionaux dans au moins 4 régions ; suivi et évaluation du processus. **Novembre 2008 – Juin 2009 : Création et diffusion d'un recueil des ressources** : examen des matériels existants et sélection d'un noyau de documents ; mise au propre et examen des annotations (y compris les examens par des mécanismes représentatifs régionaux d'appui technique) ; finalisation et essai sur le terrain du recueil ; évaluation du recueil et analyse de son utilisation ; révision du recueil. **Décembre 2008– Mars 2009 : Création d'une feuille de route succincte et conviviale** : extraction, synthèse et examen des matériels existants ; examen du projet de feuille de route par une sélection d'utilisateurs ; révision et essai sur le terrain du projet de feuille de route ; analyse de l'évaluation de la feuille de route ; finalisation et diffusion de la feuille de route.

recueil sera orienté sur une utilisation par les prestataires régionaux d'aide technique et par les acteurs au niveau national.

- **Création d'une feuille de route succincte et conviviale** destinée aux décideurs et principaux responsables de la mise en œuvre de l'action et proposant une orientation sur les éléments clés incontournables pour garantir la prise en compte de la sexospécificité dans les approches programmatiques de lutte contre le VIH. Cette feuille de route décrit comment utiliser une sélection de ressources et mécanismes d'appui technique pour parvenir à une riposte qui tienne mieux compte des inégalités entre les sexes.

12. La troisième stratégie pour intensifier l'action des pays et renforcer la capacité est axée sur la **création d'un engagement et d'un leadership des structures et personnels de l'ONUSIDA**. Une série de réunions nationales et régionales a été lancée pour les personnels de l'ONUSIDA (Coparrainants et Secrétariat). Des réunions ont été tenues en Inde et au Panama, et des réunions supplémentaires sont prévues pour l'Afrique du Sud, l'Europe et la CEI, et la Fédération de Russie. Ces réunions donnent des informations de référence sur les décisions du Conseil de Coordination du Programme concernant les inégalités entre les sexes, une présentation générale des éléments clés pour l'intégration de la dimension de la sexospécificité (femmes et filles, hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes/transsexuel(le)s) dans les ripostes nationales, ainsi que les étapes à suivre dans le processus interinstitutions pour créer une capacité régionale d'appui technique et aider les pays à lutter contre les inégalités entre les sexes – l'un des principaux moteurs de l'épidémie.

## II. Prise en compte des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, des transsexuel(le)s, des bisexuel(le)s et des lesbiennes dans la lutte contre le VIH

### a. Mise à profit des activités en cours et des enseignements tirés

13. Parallèlement à l'évaluation des activités liées aux femmes, aux filles et aux inégalités entre les sexes dans la lutte contre le VIH, une étude a été menée en septembre 2008 pour identifier les activités au sein de la famille ONUSIDA sur les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les transsexuel(le)s dans le contexte de la lutte contre le VIH.<sup>4</sup> Les Coparrainants et le Secrétariat ont détaillé un large éventail d'activités.

Comparativement aux travaux sur les femmes, les filles et les inégalités entre les sexes, la gamme et la portée des efforts concernant les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les transsexuel(le)s sont plus limitées – tant du point de vue des types d'activités que de la couverture nationale, régionale et mondiale. Si les activités en cours et prévues offrent une base raisonnable sur laquelle s'appuyer, il y a indubitablement nécessité d'améliorer le cadre, d'accélérer l'action et d'intensifier l'appui aux pays pour développer et élargir les interventions ciblées et intégrées.

14. L'Annexe B du présent rapport donne des exemples d'activités actuellement menées pour prendre en compte les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les

<sup>4</sup> Dans l'analyse des informations contenues dans le relevé, il a été convenu de ne pas lister individuellement les Coparrainants. Nous avons donc donné une présentation générale des résultats du relevé avec un échantillon des activités mondiales, régionales et nationales.

transsexuel(le)s dans le contexte de la lutte contre le VIH ; un document plus complet sera communiqué séparément.

### **b. Consultation, coordination et conseils des experts**

15. Pour élargir et intensifier l'action de l'ONUSIDA, le PNUD a été désigné en avril 2008 comme institution leader pour les questions des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et des transsexuel(le)s, dans le contexte du rôle moteur des organisations internationales au regard des droits de l'homme et de l'égalité entre les sexes. Dans cette tâche, le PNUD collabore étroitement avec plusieurs grands partenaires – le Secrétariat de l'ONUSIDA, l'UNESCO, l'UNFPA, l'ONUSDC et l'OMS. L'une des premières mesures prises par les Coparrainants et le Secrétariat a consisté à mettre sur pied un groupe de travail interinstitutions de façon à coordonner l'action et développer un cadre ONUSIDA amélioré pour une réponse élargie et renforcée en direction des transsexuel(le)s et des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes dans le contexte de la lutte contre le VIH.
16. Dans le cadre du processus d'élaboration d'une stratégie interinstitutions pour apporter une réponses aux questions des transsexuel(le)s et des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes dans le contexte de la lutte contre le VIH, plusieurs réunions et consultations ont été organisées avec des partenaires clés – pouvoirs publics et société civile. Cela a été de consultations mondiales et régionales, telles que la *consultation régionale sur les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et le VIH en Europe*, organisée en mai 2008 avec le soutien du Secrétariat de l'ONUSIDA et du PNUD, à des consultations sectorielles, telles que la *consultation mondiale sur les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, les transsexuel(le)s, le VIH et le secteur de la santé* de l'OMS, du Secrétariat de l'ONUSIDA et du PNUD, organisée en septembre 2008. Des consultations informelles ont également été menées avec différents secteurs de la société civile. Par exemple, le PNUD a mené une consultation auprès des membres du Conseil de la Coalition Asie-Pacifique des hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes en avril 2008 à Bangkok, et tenu une réunion avec des représentants de groupes de défense des droits des lesbiennes du Zimbabwe et de Palestine/Israël en septembre 2008 à New York.

### **c. Intensification de l'action et renforcement de la capacité**

17. A l'analyse, le relevé des activités du Secrétariat et des Coparrainants met en évidence une réponse diverse des Nations Unies aux questions des transsexuel(le)s et des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes dans le contexte de la lutte contre le VIH. Pour autant, les résultats d'ensemble atteints à ce jour n'ont pas encore permis d'atteindre l'échelle et la portée voulues pour réduire les taux d'infection et améliorer les services offerts aux transsexuel(le)s et aux hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes. Si un certain nombre d'initiatives extrêmement fructueuses de l'ONUSIDA ont été entreprises et appuyées, reste encore à les intégrer pleinement dans les stratégies d'ensemble de lutte contre le VIH des institutions.
18. Chacun des Coparrainants ainsi que le Secrétariat de l'ONUSIDA jouent un rôle important dans l'élargissement de l'appui aux communautés et aux pays dans la lutte contre le VIH chez les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les transsexuel(le)s. Le PNUD a agi rapidement depuis avril 2008 pour répondre à ses nouvelles responsabilités en tant qu'institution leader. Par exemple :

- deux postes spécialement dédiés aux hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et aux transsexuel(le)s ont été créés : un Spécialiste des programmes à l'échelle régionale, basé à Bangkok, et un Conseiller sur les politiques, basé à New York. Le recrutement pour chacun de ces postes est actuellement en cours ;
- des efforts ont été entrepris pour accroître la visibilité des groupes travaillant sur des questions liées aux hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et aux transsexuel(le)s dans le contexte du VIH, et sensibiliser à leur action, notamment par l'initiative du prix du Ruban rouge qui, tout à la fois, permet de distinguer le leadership communautaire dans la lutte contre le VIH, et constitue une plate-forme pour le dialogue et l'apprentissage entre les communautés ;
- plusieurs initiatives visant à intégrer la programmation sur les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes dans l'élaboration des propositions pour le neuvième cycle du Fonds mondial ont été appuyées ;
- une « demande de propositions » interne a été émise à destination des bureaux nationaux du PNUD pour appeler à un engagement renforcé au cours de ce nouveau mandat, ainsi qu'à une action accrue par le biais d'Equipes conjointes des Nations Unies sur le sida ;
- des matériels d'orientation ont été fournis pour les propositions du Fonds mondial, notamment le kit en ligne relatif aux hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et aux transsexuel(le)s.

19. Comme souligné ci-avant, un groupe de travail interinstitutions élabore actuellement un **cadre amélioré pour une réponse élargie et renforcée des Nations Unies en direction des transsexuel(le)s et des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes dans le contexte de la lutte contre le VIH**. En octobre 2008, une session de travail de trois jours a rassemblé des représentants du PNUD, du Secrétariat de l'ONUSIDA, de l'UNESCO, de l'ONUDC, de l'UNFPA et de l'OMS, pour finaliser un document cadre destiné à orienter une réponse élargie et améliorée des Nations Unies. Ce cadre repose sur trois principes : 1) les actions doivent être fondées sur une bonne compréhension des droits humains et un engagement en leur faveur ; 2) l'action doit être nourrie par l'expérience concrète ; et 3) l'action doit être menée par un large éventail de partenaires, qui répondent simultanément à des besoins et des perspectives à court et long termes.

### III. Synthèse

20. Les activités présentées dans ce rapport témoignent du renouvellement de l'énergie et de l'engagement interinstitutions en réponse à la décision d'avril 2008 du Conseil de Coordination du Programme – qui vise à étendre et intensifier l'action en faveur des femmes, des filles et de la lutte contre les inégalités entre les sexes, ainsi qu'en faveur des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et des transsexuel(le)s. Cette action intensifiée contribuera à appuyer les efforts vers la réalisation de l'objectif de l'accès universel en 2010, ainsi que de la promesse contenue dans les Objectifs de développement pour le millénaire de stopper et commencer à inverser la propagation du VIH en 2015, en produisant une riposte plus efficace intégrant pleinement les dimensions sexospécifiques de l'épidémie dans les efforts de prévention, de traitement, de soins et d'appui.

## ANNEXE A

### Prise en compte des femmes, des filles, de l'inégalité entre les sexes dans la lutte contre le VIH

En septembre 2008, pour le compte du groupe de coordination interinstitutions, le PNUD a demandé à tous les Coparrainants, au Secrétariat et à l'UNIFEM de fournir une liste actualisée de leurs activités respectives en rapport avec la question de la sexospécificité, en s'appuyant sur un projet de relevé des activités liées aux droits de l'homme et à la sexospécificité mené par le PNUD en décembre 2007.<sup>5</sup> Les réponses fournies font état d'une couverture disparate aux niveaux mondial, régional et national, englobant un large éventail de questions spécifiques liées à la sexospécificité. Voici un petit échantillon des programmes menés aux plans mondial, régional et national :

#### Echelon mondial

- La Coalition mondiale sur les femmes et le sida, coordonnée par le Secrétariat de l'ONUSIDA, continue de faire se rencontrer la société civile, les institutions universitaires et les organisations des Nations Unies pour accroître la visibilité des questions liées aux femmes et au VIH, et renforcer la sensibilisation à leur sujet.
- Le service de Stratégies et plans d'action contre le sida (ASAP), mené par la Banque mondiale, facilite l'intégration des questions relatives à la sexospécificité dans la planification stratégique et la planification de l'action par le biais : (i) d'examen par les pairs, avec un spécialiste des questions liées à la sexospécificité ; (ii) un appui technique et financier ciblé ; et (iii) une coordination avec les Coparrainants et le Secrétariat sur les questions liées à la sexospécificité (avec l'UNICEF, le PNUD, l'UNESCO, l'OIT et l'OMS). A ce jour, 53 pays ont bénéficié d'une orientation : 22 pays en Afrique subsaharienne, 10 en Amérique latine, 6 dans les Caraïbes, 4 au Moyen-Orient et en Afrique du nord, 4 en Europe centrale et orientale, et 7 en Asie.
- L'Equipe spéciale interinstitutions sur l'éducation, coordonnée par l'UNESCO, a produit 2 000 exemplaires d'un CD-ROM multilingue (anglais, français et espagnol), *Review of the Evidence: Girls' Education and HIV Prevention*, comprenant plus de 100 ressources récentes en matière d'éducation, de sexospécificité et de VIH.
- L'Equipe spéciale interinstitutions sur la prévention du VIH chez les femmes enceintes, les mères et leurs enfants, par l'intermédiaire de son groupe de travail sur la prévention primaire et la santé sexuelle et reproductive des personnes vivant avec le VIH (mené par l'UNFPA et avec l'UNICEF, l'OMS, l'Université de Columbia, la Fédération internationale pour la Planification familiale, la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH/sida, et le Secrétariat de l'ONUSIDA), élabore des indicateurs et outils d'orientation sur la prévention primaire et la santé sexuelle et reproductive des personnes vivant avec le VIH, dans le contexte d'une prévention exhaustive de la transmission des parents à l'enfant.
- L'UNIFEM a élaboré le document *Transforming the National AIDS Response: Mainstreaming Gender Equality and Women's Human Rights into the 'Three Ones'*, pour fournir des approches, stratégies et listes de contrôle permettant d'intégrer les questions

<sup>5</sup> Un relevé complet sera diffusé sous forme de document de séance au cours de la 23<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme.

de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes dans les politiques, programmes et mécanismes institutionnels appliqués dans le cadre des « Trois principes ».

### **Echelon régional**

- Les Equipes d'appui régionales de l'ONUSIDA apportent une aide à un large éventail d'initiatives régionales, interinstitutions et comprenant des parties prenantes multiples. Par exemple, l'Equipe d'appui Afrique centrale et occidentale contribue à l'intégration des questions liées à la sexospécificité et aux droits de l'homme dans les dispositions législatives relatives au VIH, en mettant sur pied une capacité et des services juridiques avec des partenaires régionaux, tels que le PNUD, l'UNIFEM, l'UNICEF, l'UNFPA, l'OMS, l'Open Society Initiative West Africa et AWARE-RH (Action for West Africa Region - Reproductive Health).
- Le HCR travaille actuellement à apporter des réponses appropriées aux problèmes de vulnérabilité et d'exposition au risque d'infection par le VIH chez les professionnel(le)s du sexe réfugié(e)s ou déplacé(e)s à l'intérieur de leur pays en Europe orientale.
- En collaboration avec l'UNIFEM et le Secrétariat de l'ONUSIDA, le PNUD analyse les liens existants entre les obstacles aux droits à la propriété et à l'héritage faits aux femmes et la vulnérabilité au VIH en Asie du sud, et cherche des solutions à y apporter.

### **Echelon national**

- Un appui technique et financier a été apporté par l'Equipe d'appui régionale de l'ONUSIDA en Amérique latine et la Banque mondiale au Salvador et au Guatemala pour renforcer les éléments de lutte contre les inégalités entre les sexes dans les plans stratégiques nationaux et les propositions du Fonds mondial.
- Un outil pour « l'intégration des questions liées à la sexospécificité dans les programmes de lutte contre le VIH dans le secteur de la santé » a été élaboré par l'OMS et piloté en Tanzanie, au Nord Soudan et au Sud Soudan, au Belize, au Honduras et au Nicaragua. En Tanzanie, le processus de pilotage a abouti à la création de capacités en matière de conseils et test volontaires (CVT), de traitement et de soins du VIH, et de services de prévention de la transmission des parents à l'enfant, chez les responsables de programmes et prestataires de soins de santé dans deux régions du pays. Il a également permis l'intégration des questions d'égalité entre les sexes dans la stratégie nationale de lutte contre le VIH dans le secteur de la santé. Au Nord Soudan, l'outil a été utilisé pour mener une évaluation des centres de CVT sous l'angle de l'égalité entre les sexes. Ce processus a permis d'intégrer les questions liées à la sexospécificité dans les procédures opérationnelles CVT standard du Nord Soudan.
- L'ONUSDC accélère actuellement son appui aux gouvernements et à la société civile dans plusieurs pays – Afghanistan, Pakistan et Népal – pour élaborer et élargir des services efficaces de prévention, de traitement et de soins ciblant les femmes consommatrices de drogues injectables et les autres femmes (notamment les professionnelles du sexe et les épouses de consommateurs de drogues) dans les contextes communautaire et carcéral.
- Des formations pour faire participer les hommes en tant que partenaires aux programmes de santé reproductive, y compris les réponses au VIH, sont soutenues par l'UNESCO et l'UNFPA à Fiji, au Kiribati, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Samoa.

- Un programme conjoint des Nations Unies pour répondre à la violence contre les femmes a été mis en place au Bangladesh, avec une attention particulière portée à l'intersection entre violence et VIH. Ce programme est coordonné par l'OIT avec l'appui du PNUD, de l'UNICEF, de l'UNFPA, de l'UNIFEM, du Secrétariat de l'ONUSIDA, de l'OMS et de l'Organisation internationale pour les migrations.
- Des fiches d'information sur la prévention du VIH destinées aux femmes et aux filles ont été élaborées et diffusées dans 25 pays par l'UNFPA, la Fédération internationale pour la planification familiale et Young Positives, par l'intermédiaire de la Coalition mondiale sur les femmes et le sida. Chacune d'elles présente un pays et des informations sur la prévention du VIH, ainsi que des recommandations pour l'action. Des activités de suivi sont actuellement en cours dans les pays avec les fiches existantes ; elles comprennent des formations à la sensibilisation, ainsi que des symposiums de jeunes. Des réunions des parties prenantes sont organisées pour créer des capacités nationales et communautaires et rassembler des éléments concrets sur les méthodes éprouvées de prévention du VIH chez les jeunes femmes et les filles.
- L'UNIFEM a travaillé avec le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/sida pour établir un lien entre les conseils nationaux de lutte contre le sida, des défenseurs de l'égalité entre les sexes et des femmes vivant avec le VIH et affectées par le virus, en apportant un soutien technique et en contribuant et en orientant les plans et politiques élaborés par les conseils nationaux de lutte contre le sida à la Barbade, au Burkina Faso, au Burundi, en Equateur, au Cambodge, en République dominicaine, au Honduras, en Inde, au Kenya, au Kirghizstan, au Mali, au Mexique, au Nigeria, au Rwanda, au Sénégal, en Thaïlande, au Togo et au Zimbabwe. L'UNIFEM a par ailleurs travaillé avec 21 autres conseils nationaux de lutte contre le sida, et deux bureaux régionaux – le Partenariat pancaribéen contre le VIH et le sida et le Central Asia Control Project – pour offrir des formations en analyse des questions liées à la sexospécificité et en approches fondées sur la défense des droits des femmes.

## ANNEXE B

### **Prise en compte des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, des transsexuel(le)s, des bisexuel(le)s et des lesbiennes dans la lutte contre le VIH**

En septembre 2008, pour le compte du groupe de travail interinstitutions, le PNUD a appelé les membres du groupe (PNUD, Secrétariat de l'ONUSIDA, UNESCO, UNFPA, ONUDC, OMS) à fournir des informations sur leurs activités récentes, leurs activités en cours et leurs activités prévues de lutte contre le VIH chez les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les transsexuel(le)s. Les réponses font apparaître une large gamme d'activités aux niveaux mondial, régional et national, avec une couverture régionale et thématique significativement moindre que pour les activités relatives aux femmes, aux filles et aux inégalités entre les sexes dans le contexte de la lutte contre le VIH.

Une analyse rapide des résultats montre que la majorité des activités signalées (65 %) portent sur l'appui technique et financier, suivi par l'élaboration de politiques et la sensibilisation (23 %). Les activités les plus rares concernent le domaine de la recherche et de la production de connaissances (11 %). En termes de couverture, environ dix pour cent (10 %) des activités sont mises en œuvre à l'échelon mondial, le reste se répartissant équitablement entre l'échelon régional et l'échelon national. On relève une variation considérable dans la répartition des activités entre les régions. Par exemple, presque la moitié des activités signalées ont lieu en Amérique latine et dans la zone Caraïbes, et pratiquement un quart en Asie et dans la Pacifique.

#### **Echelon mondial**

- Sous la coordination de l'UNFPA, la famille de l'ONUSIDA élabore actuellement des modules de formation « intra-institutionnelle » destinés aux personnels des Nations Unies à tous les niveaux, axés sur le VIH et les populations les plus exposées, notamment les professionnel(le)s du sexe, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les consommateurs de drogues injectables. Conçus pour familiariser les personnels des Nations Unies avec les grandes questions concernant les populations les plus exposées, ces modules portent sur la stigmatisation et la discrimination, les attitudes, la sensibilisation, et les approches politiques et programmatiques clés.
- Plusieurs cadres de politiques et responsabilités clés intègrent désormais des questions relatives aux hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes : Guide pratique pour intensifier la prévention du VIH de l'ONUSIDA (2005) ; Politique générale – VIH et sexualité entre hommes de l'ONUSIDA (2007) ; et élaboration de cinq indicateurs relatifs aux hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes (sur 23 au total) au sein du cadre de notification 2008/2010 de l'UNGASS. Plus largement, il s'agit d'élaborer une orientation technique et normative au niveau mondial pour différents secteurs.
- Pour les candidatures au neuvième cycle du Fonds mondial en 2008, un soutien a été apporté aux candidats pour qu'ils intègrent une programmation axée sur les minorités sexuelles.

#### **Echelon régional**

- Les réseaux régionaux et inter-pays ont reçu un appui technique et des ressources pour hausser la visibilité des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, des transsexuel(le)s et des questions liées au VIH, ainsi que pour faciliter l'apprentissage

sud-sud.

- Une analyse des données épidémiologiques est actuellement menée en Amérique latine et dans la zone Caraïbes pour déterminer l'ampleur et les tendances des infections au VIH. Cette information servira de toile de fond à une consultation régionale sur les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, qui devrait avoir lieu au Mexique en novembre 2008.

### **Echelon national**

- Des initiatives de mise en place de réseaux aux niveaux communautaire et national ont été appuyées dans un large éventail de pays et de communautés : professionnels du sexe au Bangladesh et au Sri Lanka ; interventions de proximité dans les communautés au Cambodge, en République démocratique populaire du Laos, en Thaïlande, et au Vietnam ; activités ciblant les transsexuel(le)s et les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes dans le contexte de la lutte contre le VIH en Chine et en Bolivie.
- Des projets de prévention et de soins du VIH à destination des consommateurs de drogues injectables en milieu carcéral sont actuellement menés en Europe orientale. En Estonie, en Lettonie et en Lituanie, ces projets visent à améliorer les services liés au VIH offerts aux consommateurs de drogues injectables incarcérés en apportant des réponses aux questions politiques, programmatiques et de création de capacités qui se posent dans le cadre des plans nationaux de lutte contre le sida. En Roumanie, le projet vise à accroître la couverture des services de prévention et de soins du VIH destinés aux consommateurs de drogues injectables dans certains milieux carcéraux, en élargissant l'accès à ces services, en partageant l'information stratégique pour maintenir ces programmes sur les rails, et en répondant aux évolutions de l'épidémie parmi les consommateurs de drogues injectables et dans le contexte carcéral.
- Dans une sélection de pays, des équipes conjointes des Nations Unies sur le SIDA, avec l'appui des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays, ciblent leurs interventions sur les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes : services de conseils en Fédération de Russie et appui des réseaux de services liés au VIH et aux IST dans un certain nombre de pays, par exemple.
- Des efforts sont menés dans un certain nombre de pays pour répondre aux défis juridiques et politiques entravant l'efficacité des interventions de lutte contre le VIH : appui à la protection des droits de l'homme et à une réforme du droit, promotion de législations non discriminatoires, et soutien aux campagnes contre l'homophobie dans plusieurs pays, tels que le Mexique, la Colombie et le Brésil.
- Des directives cliniques et des modules de formation à destination des travailleurs extra-institutionnels et des pairs éducateurs, intégrant la question des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, ont été élaborés et diffusés au Népal.

[Fin du document]